

l'Eure syndicale **Force Ouvrière**

N° 307 Juin 2022 prix : 2,50 €

FO²⁷
la force syndicale

ROUEN CTC
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 15/09/2022

Sommaire : P.1 - Edito : Dire ce que l'on fait, faire ce que l'on dit... Acte 2 ! ; P.2 et 3 - Déclaration de la CE de l'UD FO 27 ; P.3 - Le coin des retraités ; P.4 - Déclaration commune des Organisations Syndicales de l'Eure.

Dire ce que l'ont fait, faire ce que l'on dit... Acte 2 !

Tous en grève et à la manifestation à Evreux le 29 septembre prochain pour exiger l'augmentation des salaires, du point d'indice, des retraites et des pensions, des minimas sociaux, et défendre nos acquis !

Certains seront peut-être surpris en lisant le titre de cet édito, de constater que j'ai repris le titre que j'avais choisi pour notre précédent numéro 306 de l'Eure syndicale Force Ouvrière !

La Commission Exécutive de l'UD FO de l'Eure a donc décidé d'appeler avec la CGT, la FSU et SOLIDAIRES le 29 septembre prochain.

Pourquoi ?

Parce la situation économique et sociale que la classe ouvrière subit, l'exige.

Parce que les salariés actifs, chômeurs et retraités, les jeunes eurois ne pourraient pas comprendre que l'Union Départementale FO de l'Eure ne soit pas à l'initiative face à ce que nous subissons toutes et tous par rapport à l'inflation galopante et la cherté de la vie.

Parce que les attaques annoncées contre nos conditions de départ à la retraite, contre l'assurance chômage et donc les droits des sans-emploi, contre notre protection sociale collective et contre les services publics, nous imposent d'être à l'initiative.

Les conflits se multiplient dans l'Eure pour revendiquer l'augmentation des salaires, pour préserver l'emploi public et privé, pour défendre les acquis. Nous les soutenons tous et nous saluons l'engagement de nos syndicats et de nos militants.

Les salariés, les retraités, les sans-emplois, les jeunes ont aussi besoin d'un point d'appui au niveau interprofessionnel pour se mobiliser.

Et à partir du moment où nous sommes d'accord avec d'autres Organisations Syndicales sur les revendications, sur les modalités d'actions et aussi sur le refus de toute récupération politique d'où qu'elle vienne, rien ne pourrait justifier notre absence. C'est ce que nous avons expliqué dans notre déclaration de la CE

de l'UD FO de l'Eure le 8 septembre dernier et c'est l'engagement que nous avons tous pris dans l'appel commun du 12 septembre (*voir en page 2 et 4 de ce numéro*).

Donc oui, au nom des instances départementales de l'UD FO de l'Eure, j'appelle tous nos syndicats FO de l'Eure, tous nos militants et plus largement les salariés actifs, chômeurs et retraités du département de l'Eure à se mobiliser le jeudi 29 septembre, pour se faire respecter et exiger l'augmentation des salaires, du point d'indice, des retraites et pensions, des minimas sociaux et défendre nos acquis !



Editorial
Par le Secrétaire Général David LECOMTE.

On se dit au 29 septembre, 14h au Pré du Bel Ebat à Evreux, le plus nombreux possible, en toute liberté et indépendance, pour défendre les intérêts particulier et moraux de la classe ouvrière.

Dire ce que l'ont fait, faire ce que l'on dit !



UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE L'EURE FORCE OUVRIERE

✉ 17 ter rue de la côte blanche - Bourse du Travail - 27000 EVREUX
☎ : 02.32.33.04.67 - ✉ : udfo27@wanadoo.fr

Tout augmente sauf les salaires, les retraites et les minimas sociaux !

**La Commission exécutive de l'Union Départementale FO de l'Eure appelle à la grève
et à la mobilisation le 29 septembre prochain sur ses revendications**

Les membres de la Commission exécutive FO de l'UD de l'Eure se sont réunis le 08 septembre 2022.

Ils constatent que

- la situation des salariés actifs, chômeurs et retraités de ce pays est de plus en plus difficile
- l'augmentation de l'inflation entraîne une augmentation des coûts des factures d'énergie, des carburants, des produits à la consommation
- les 5,5 millions d'agents de la Fonction Publique ont perdu un quart de leur pouvoir d'achat en 20 ans
- les retraités continuent à perdre du pouvoir d'achat et les jeunes sont de plus en plus confrontés à la précarité à cause de l'augmentation du coût de la vie
- dans le même temps, les bénéficiaires du CAC 40 explosent et 44 milliards de dividendes ont été versés aux actionnaires au deuxième trimestre 2022
- les services publics sont en danger tant les conditions de travail s'y sont dégradées, qu'il s'agisse de l'Hôpital, de l'Ecole, des Finances, la Territoriale ou de la Police...
- les plans sociaux se multiplient.

Malgré cela, le gouvernement maintient son cap libéral prévoyant de s'en prendre aux retraites, à l'assurance chômage, à la formation professionnelle, à la Sécu et au Code du travail.

Dans ce contexte, les conflits salariaux se multiplient dans les entreprises du secteur privé depuis le début de l'année.

La commission exécutive de l'UD FO de l'Eure, considère que l'heure est à la mobilisation.

De la même façon que la confédération FO a refusé de participer au CNR (*Conseil National de la Refondation*), véritable « OPNI : *Objet Politique Non Identifié* », dont le but est d'associer les syndicats aux contre-réformes ultralibérales de la politique gouvernementale, la commission exécutive de l'UD FO de l'Eure rappelle son attachement à l'indépendance syndicale. FO s'oppose à toute récupération politique de la mobilisation des salariés, chômeurs et retraités.

C'est pourquoi elle informe les syndicats FO de l'Eure qu'elle engagera ses forces dans la grève du 29 septembre sur ses revendications :

- La revalorisation du SMIC à 80 % du salaire médian soit environ 1600 € nets par mois,
- l'augmentation significative des salaires et leur indexation sur l'inflation
- l'augmentation du point d'indice de 25 %, seul moyen de récupérer les pertes de pouvoir d'achat subies depuis 20 ans,
- la revalorisation des retraites et pensions au minimum à hauteur de l'inflation,
- l'arrêt de la casse de l'emploi dans le privé et des suppressions de postes dans les 3 versants de la Fonction publique,
- les moyens nécessaires pour que les agents puissent exercer leur mission de service public,
- un système de soins de santé de haut niveau avec les personnels nécessaires pour les hôpitaux et les structures médico-sociales

- le rétablissement du départ à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisations,
- aucun allongement de la durée de cotisation et maintien du Code des pensions civiles et militaires et de l'ensemble des régimes de retraite.
- défense de l'assurance chômage

Si ces revendications sont ignorées ou dévoyées par l'intersyndicale ou si elles font l'objet d'une quelconque récupération politique, la CE de l'UDFO de l'Eure prendra ses responsabilités et appellera les salariés, chômeurs et retraités à la grève le 29 septembre, en toute indépendance sur ses propres revendications.

Dès à présent, la CE de l'UDFO de l'Eure appelle les syndicats FO à réunir leurs adhérents, et plus largement leurs collègues de travail dans les entreprises et les administrations, pour préparer la mobilisation interprofessionnelle le 29 septembre prochain et mettre en discussion sa reconduction pour gagner !

Evreux, le 08 septembre 2022



Roland PERROUX, Secrétaire de l'Union Départementale des Retraités FO de l'Eure.

La réunion du groupe des 9 s'est tenue mardi 6 septembre au siège de la Confédération FO.

Concernant le pouvoir d'achat : C'est une question majeure soulignée par l'ensemble des organisations syndicales et de jeunesse. « Le salaire relève du partage des richesses ! les organisations syndicales et de jeunesse sont unanimes.

La Priorité, c'est l'augmentation des salaires, des retraites et pensions, des minimas sociaux et des bourses d'études. »... »

La revalorisation de 4% n'est qu'un pis-aller qui ne rattrape pas les 15 années sans augmentation de nos retraites.

Ils dénoncent le refus du MEDEF d'ouvrir les négociations immédiates concernant la revalorisation retraites complémentaires AGIRC ARRCO au moins à hauteur de l'inflation. Ils ont donc proposé de rédiger un courrier commun en direction du MEDEF.

Concernant le CNR : (Conseil National de la Refondation) les représentants de l'UDR FO 27 se félicitent de la décision de la Confédération FO de ne pas y participer !

Piétinant la référence à l'histoire et au Conseil national de la Résistance (CNR) dans le choix de la dénomination de cette nouvelle instance Ce gouvernement piétine les retraités et salariés de ce pays. Ce conseil Théodule ne pourra dégager de perspectives de progrès social, comme cela fut le cas à la Libération.

Rassemblant les forces politiques, économiques, sociales et associatives, des élus des territoires et des citoyens tirés au sort, la composition de ce comité extrêmement large risque, à notre sens, de diluer la parole des organisations syndicales et d'affaiblir le rôle des acteurs sociaux.

FO considère qu'elle n'a pas sa place dans un telle instance !

Force ouvrière est historiquement partie prenante et attachée au rôle que doit jouer le CESE, comme conseil consultatif auprès des pouvoirs exécutifs et parlementaires, et à ce titre aux débats libres et approfondis sur les questions économiques, sociales et environnementales.

FO rappelle qu'une telle orientation avait conduit la confédération, revendiquant que demeure le caractère consultatif du CESE, à appeler à voter non au référendum de 1969 qui projetait la fusion du CES avec le Sénat.

Concernant les déclarations gouvernementales relatives aux mesures liées au grand âge et à la perte d'autonomie, ils ont indiqué qu'ils attendaient des propositions concrètes et non pas des formules toutes faites éla-

Après échanges, il a été retenu :

- ◆ De convoquer une nouvelle réunion du groupe des 9 le vendredi 23 septembre 2022.
- ◆ De rédiger d'ici cette réunion plusieurs documents : Un projet de lettre au MEDEF concernant l'AGIRC ARRCO, un projet de lettre au directeur de la CNAV concernant la situation dans les CARSAT, un projet de communiqué relatif au pouvoir d'achat des retraités
- ◆ De mettre en place un groupe de travail commun aux 9 sur cette question du pouvoir d'achat.

borées par les spécialistes en communication. Ils ont rappelé que l'UCR FO était favorable à une démarche commune du groupe des 9 en direction des groupes parlementaires dès lors que le PLFSS sera rendu public.

Dernière nouvelle :

Devant la gravité de la situation de beaucoup de retraités l'UD FO 27 appelle à une mobilisation le 29 septembre malgré la position confédérale.

**ENSEMBLE, POUR GAGNER DES
AUGMENTATIONS DE SALAIRES,
DE RETRAITES ET DE MINIMAS SOCIAUX !
ENSEMBLE, POUR UNE JUSTE RÉPARTITION
DES RICHESSES !**

Les luttes sont nombreuses partout sur le territoire, dans les professions et dans les services, et elles ne faiblissent pas, certaines durent depuis plusieurs semaines. Pour la grande majorité d'entre elles la revendication qu'elles portent est celle des salaires !

Dans notre pays 1,2 million de travailleurs vivent avec moins de 918 € par mois : le travail, leur travail ne les protège pas de la pauvreté, notamment pour celles et ceux qui travaillent à temps partiel ou alternent des périodes de travail précaire et de chômage. Les chiffres sont sans appel : en juillet 2022 (dernière données disponibles), l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation s'élevait à 6,1% sur un an. Cette situation pèse sur les vies quotidiennes de toutes et tous, mais le résident de l'Élysée vient encore souffler sur les braises de la division et de la culpabilisation de celles et ceux qui sont les plus fragiles.

À ce titre, la rentrée parlementaire en octobre laisse entrevoir que, parmi les projets législatifs discutés, figure la nouvelle réforme de l'assurance chômage, plus régressive que la précédente, durcissant encore davantage les conditions d'indemnisation. Que dire encore du spectre d'une nouvelle contre-réforme des régimes de retraites qui pourrait être annoncée dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale.

Pendant ce temps, qui se vautre dans l'abondance à l'excès, qui pille les richesses collectives à leur seul profit ? Alors que 10 millions de Français sont sous le seuil de pauvreté, que six millions de chômeurs dont seulement la moitié sont indemnisés, les pouvoirs publics annoncent « *la fin de l'abondance et de l'insouciance* ».

Lorsque nous nous penchons sur les résultats des principaux groupes français c'est sans appel. Début 2022, pour les 38 sociétés du CAC 40, les bénéfices du premier semestre s'élèvent à 73 milliards d'€. C'est 26% de plus qu'en 2021 ; et si l'on compare à 2019, la dernière année de référence avant la crise sanitaire, la hausse est de 70% en trois ans.

Les mesures annoncées dans le cadre du paquet « loi pouvoir d'achat » ne sont pas de nature à satisfaire nos organisations syndicales tant elles ne règlent pas le problème de fond en favorisant la rémunération par des primes non pérennes et affaiblissent le financement de notre système solidaire de protection sociale.

Pour toutes ces raisons, refusant toute récupération politique d'où qu'elle vienne, les organisations syndicales CGT – FO –

FSU – Solidaires de l'Eure appellent le monde du travail, la jeunesse, les retraités à se mobiliser le 29 septembre 2022 par la grève et la manifestation.

L'intersyndicale réaffirme ses revendications dans le cadre de ce 29 septembre :

- **Un fort coup de pouce du SMIC, au-delà de son augmentation automatique due à l'inflation,**
- **l'augmentation significative des salaires et leur indexation sur l'inflation,**
- **Une augmentation du point d'indice permettant de récupérer les pertes de pouvoir d'achat subies depuis 20 ans**
- **la revalorisation des retraites et pensions au minimum à hauteur de l'inflation,**
- **l'arrêt de la casse de l'emploi dans le privé et des suppressions de postes dans les trois versants de la Fonction publique,**
- **les moyens nécessaires pour que les agents puissent exercer leur mission de service public,**
- **un système de soins de santé de haut niveau avec les personnels nécessaires pour les hôpitaux et les structures médico-sociales,**
- **le rétablissement du départ à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisations, le refus de toute nouvelle dégradation des conditions de départ à la retraite comme l'annonce le gouvernement,**
- **aucun allongement de la durée de cotisation et maintien du Code des pensions civiles et militaires et de l'ensemble des régimes de retraite,**
- **la défense de l'assurance chômage ; le refus de toute nouvelle dégradation des droits et des niveaux d'allocations**

Cet appel interprofessionnel et intersyndical est une étape indispensable pour amplifier les luttes existantes et permettre à tous les travailleurs, privés d'emplois et retraités de se mobiliser ensemble pour l'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux. La question de la reconduction de la grève jusqu'à satisfaction des revendications doit d'ores et déjà être posée.

L'urgence est à la mobilisation afin d'inverser le rapport de force en faveur du monde du travail et de stopper ces politiques au service d'une minorité d'ultra riches au détriment de la majorité.

**TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LE
JEUDI 29 SEPTEMBRE 2022
ET EN MANIFESTATION :
RENDEZ-VOUS À ÉVREUX À
14H AU BEL ÉBAT.**